

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Rafic Hariri, Président du Conseil des ministres du Liban, Jean Chrétien, Premier ministre du Canada, Romano Prodi, Président de la Commission européenne, et du Prince Saoud Al Faisal Bin Abdulaziz A Saoud, ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite, sur l'aide à la reconstruction du Liban, Paris le 23 novembre 2002.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs,

Les amis du Liban se sont donc réunis ce matin pour encourager le Liban, le gouvernement du Liban, dans la mise en oeuvre du programme extrêmement sérieux, solide, courageux, et estimé comme tel par l'ensemble des participants, que ce gouvernement a mis en oeuvre.

Chacun connaît la situation du Liban et la situation de la région. Le Liban : quinze ans de guerre, pas de réelle solidarité internationale au lendemain de cette guerre, gigantesque effort pour reconstruire le Liban, pour gérer sa société dans des conditions convenables et, par conséquent, financement par des emprunts qui, naturellement, étaient des emprunts à taux d'intérêt élevé et à délai court. Le résultat, c'est que la situation actuelle du Liban, de ce point de vue, est une situation déséquilibrée.

Naturellement, la réputation du Liban, et notamment sa réputation d'être un créancier parfait, c'est-à-dire quelqu'un qui ne remet jamais en cause sa parole et ses engagements, cette réputation permet de maintenir une situation stable. Mais, je le répète, c'est une situation dangereuse. Donc, il était légitime que les amis du Liban se mobilisent pour lui apporter une aide, cette aide consistant, bien entendu, à diminuer la charge de la dette du Liban et ses conséquences sur les recettes et sur le budget du Liban.

Il y avait une deuxième raison à cette réunion. Chacun voit bien que cette région du monde est en phase de difficultés sérieuses, qu'il s'agisse du Moyen Orient, qu'il s'agisse des perspectives concernant le nécessaire désarmement de l'Iraq au regard des armes de destruction massive. Il y a des incertitudes, des risques d'instabilité. Or, je le répète, tout ce qui va dans le sens de l'instabilité est mauvais, dangereux. Tout doit être fait pour l'éviter. Tout ce qui renforce au contraire la stabilité va dans le bon sens, celui de l'intérêt de tous les peuples de cette région. Et, par conséquent, nous avons pensé qu'il ne fallait pas prendre le risque d'ajouter une crise financière éventuelle aux crises politiques ou militaires que, hélas, on connaît déjà dans cette région. Et c'est ce qui a mobilisé les amis du Liban.

Se sont donc réunis les amis traditionnels de ce pays, d'une part, bien entendu un certain nombre d'Etats arabes de la région, au premier rang desquels, toujours généreuse, l'Arabie saoudite représentée ici par Son Altesse le Prince SAOUD AL FAISAL, en même temps que les

Etats de la zone, les fonds de développement, les fonds arabes de développement de la zone et le Fonds monétaire arabe, et, d'autre part, l'Union européenne et les principaux pays qui la composent, qui, eux, se heurtaient à une difficulté : c'est la règle traditionnelle, peut-être contestable, mais traditionnelle, d'un accord préalable du Fonds monétaire international sur un programme avant d'apporter des aides. Mais plusieurs pays en question ont passé outre à cette règle qui a sans aucun doute son utilité mais qui, dans le cas particulier, a semblé à certains pays comme la France, d'autres aussi, mal adaptée à la situation politique, économique, sociale de la région et à l'urgence qu'il y a à apporter un soutien à l'économie du Liban.

Il y avait, naturellement, nos amis canadiens, et Jean CHRETIEN était là, toujours présent lorsqu'il s'agit d'apporter une aide généreuse là où elle est nécessaire, et je tiens à lui exprimer toute ma gratitude, mais aussi nos amis japonais et bien entendu les grandes Institutions financières, arabes, je l'ai déjà dit, et internationales : le Fonds monétaire, la Banque mondiale, la Banque européenne qui a fait d'ailleurs elle-même, comme la Banque mondiale, un effort important, un engagement important.

Alors, nous avons discuté. Nous avons fait un tour de table. Naturellement, cette réunion avait été préparée et nous sommes arrivés à des résultats positifs puisque, s'agissant des engagements financiers ou des engagements de projets, nous arrivons à un total qui est entre 4,2 et 4,3 milliards de dollars ou d'euros, puisque c'est à peu près la même chose. Le détail plus précis vous sera donné parce que, naturellement, maintenant, le secrétariat de la Conférence inscrit le détail des engagements qui ont été pris. L'engagement le plus substantiel ayant été pris par le Royaume d'Arabie saoudite, j'ai remercié chaleureusement le Prince SAOUD AL FAISAL et je lui ai demandé de bien vouloir transmettre au Gardien des deux Lieux Saints et au Prince héritier notre bien cordiale reconnaissance et amitié.

Voilà ce que je voulais dire rapidement avant de passer d'abord la parole à M. HARIRI pour qu'il nous fasse son commentaire et, ensuite, naturellement, aux autres participants. Puis nous répondrons à quelques questions.

M. RAFIC HARIRI - Merci, Monsieur le Président. Je répète mes remerciements et ceux du peuple libanais à tous les efforts que vous avez faits, la France et aussi les participants qui sont venus de loin pour aider la situation économique de notre pays.

Le Liban, c'est un pays qui a beaucoup souffert de la guerre, de la difficulté économique que nous avons eue pendant l'après-guerre. Nous avons fait tout pour reconstruire notre pays, notre économie, et maintenant nous avons des problèmes et nos amis du monde entier sont venus ici pour nous aider. Et ils ont fait tout ce qu'ils peuvent. Le résultat, comme le Président de la République française l'a déclaré, c'est plus de 4 milliards de dollars, plus de 3 milliards de dollars qui iront directement au Trésor libanais et plus d'1 milliard, pratiquement 1,3 milliard, qui sera utilisé pour des projets dans le pays qui sont engagés par la Banque mondiale et par d'autres fonds internationaux. C'est hors de tout ce qui a été engagé auparavant. Tous les chiffres qui ont été engagés avant cette Conférence ne sont pas inclus. C'est à dire que ce sont de nouveaux projets. Cela peut arriver à 4,3 ou 4,4, quelque chose comme ça. On fait les comptes. Je voudrais remercier pour tous les efforts qui ont été faits par la France, par l'Arabie saoudite, par le Canada et, aussi, je veux dire un mot sur le Premier ministre de Malaisie qui est venu de loin pour être présent, d'abord, et participer à hauteur d'une somme très importante si l'on considère la situation économique de la Malaisie.

Le Liban va engager les réformes économiques qui ont été adoptées par le gouvernement, qui ont été aussi supportées par le Parlement, par le Président de la République, par toute la classe politique dans le pays. On va continuer. Il y a d'autres pays, comme le Président l'a déjà expliqué, qui sont prêts à mettre plus d'argent ou qui sont prêts à mettre s'il y a un accord, par un moyen ou un autre, avec le FMI. Le Liban est prêt à continuer la négociation et le dialogue avec le FMI. Nous sommes ouverts mais il faut qu'on garde notre tradition pour toujours garder notre crédibilité, notre confiance dans notre pays et le peuple libanais. Vous savez très bien que le Liban et les Libanais ont toujours honoré leur signature pendant les jours difficiles, pendant la guerre. Après la guerre, on l'honorera toujours. C'est une position ferme, pas seulement de ma

part ou de mon gouvernement, mais ce sont l'habitude et les traditions du peuple libanais. Merci, Monsieur le Président.

M. JEAN CHRETIEN - Merci beaucoup, Monsieur le Président. Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, cette initiative est une initiative très importante. Je pense que c'est un endroit dans le monde où la stabilité est nécessaire et c'est une contribution vers la stabilité dans cette partie du monde qui est plutôt en difficulté.

Comme vous le savez, le Canada participe toujours à des engagements de cette nature et je trouve que la proposition qui a été mise en avant aujourd'hui est de nature à aider probablement à régler le problème. Le Canada a toujours été impliqué dans des organisations multilatérales représentant plusieurs pays pour venir en aide aux pays en difficulté financière. Nous avons avancé des fonds pour, il y a quelques années, le Mexique, tout a été remboursé, pour le Brésil, c'est la même chose. Dernièrement, nous étions impliqués dans la situation difficile de la Thaïlande, ils sont en train de nous rembourser et c'est dans le même esprit que nous faisons une contribution à la stabilité financière du Liban.

Evidemment, en ce moment-ci, comme le disait le Premier ministre, il y a eu des contributions jusqu'à trois milliards de dollars à la Trésorerie du gouvernement du Liban et, lorsqu'il y aura une entente définitive avec le Fonds monétaire international, d'autres pays feront des contributions qui devraient amener la contribution à la Trésorerie à près des 5 milliards de dollars qui avaient été souhaités.

Alors, le Canada a voulu participer à ce stade, ici. Notre contribution sera par l'intermédiaire du chemin du Fonds monétaire international, entre 100 et 200 millions de dollars. Et nous sommes contents que notre pays ait pu participer à ce projet.

LE PRINCE SAOUD - Je vous remercie, Monsieur le Président. Je suis désolé de ne pouvoir m'exprimer en français mais je ne voudrais pas faire du tort à la langue de MOLIERE. Je tiens à saluer tout le peuple français cependant.

Je suis très heureux de faire partie de cet auguste groupe et je suis particulièrement heureux d'être parmi vous. Je tiens aussi à vous remercier de m'avoir invité à faire partie de ce groupe. Mais je ne pensais pas être ici pour répondre à des questions mais plutôt pour apporter une note d'exotisme. En tout cas, je pense que les résultats ont été atteints aujourd'hui grâce à vos efforts personnels, Monsieur le Président. Je tiens à le souligner : grâce à vos efforts. Le Moyen Orient vous sera reconnaissant. La stabilité du Moyen Orient pourra être maintenue grâce à ces efforts. Il s'agit de la façon la moins onéreuse d'atteindre un plus haut niveau de stabilité au Moyen-Orient. Ce qui est particulièrement réconfortant, c'est l'engagement des pays arabes et des pays musulmans tel que nous l'avons vu, le soutien venant des pays du monde arabe ou du monde musulman. Et je tiens à souligner la générosité dont ils ont fait preuve. Bien sûr, nous attendons beaucoup des engagements de l'Union européenne ainsi que des autres pays qui ont participé à cette Conférence. Globalement, nous considérons que le Liban a des amis qui sont proches. Nous espérons que cela permettra au Liban de faire un saut qualitatif vers un avenir meilleur auquel il a droit grâce aux efforts extraordinaires consentis par son peuple et grâce aux travaux menés d'arrache-pied par son gouvernement, par son Premier ministre et grâce à leur volonté de réussir. Je vous remercie

M. ROMANO PRODI - Il n'y a pas beaucoup à ajouter, parce que je suis tout à fait d'accord avec les propos que nous avons écoutés maintenant. Mais la Commission européenne a soutenu la politique de M. HARIRI, le processus des réformes, et nous avons signé ensemble l'accord d'association qui, du point de vue économique, est un accord très important parce qu'il ouvre les marchés européens aux exportations libanaises et qu'il sera très important pour soutenir le développement économique du pays.

En regardant l'accord d'aujourd'hui, nous avons mobilisé du côté de la Commission toutes les ressources disponibles conformément avec les règles existantes, c'est-à-dire 5 millions d'euros sur l'accord MEDA pour 2002-2003 et 350 millions d'euros pour la Banque européenne d'investissement, pour les infrastructures et le développement du secteur privé.

Mais sur l'autre aspect, c'est le plus important pour la réunion d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'assistance macro-financière, nous sommes prêts à proposer l'assistance dans le contexte du

l'assistance macro-financière, nous sommes prêts à proposer l'assistance dans le contexte du programme du Fonds monétaire international, comme il a déjà été dit, et nous sommes prêts à travailler ensemble avec les pays européens, dans la direction avec le FMI.

QUESTION - Monsieur le Président CHIRAC, au début de la conférence de presse, vous avez dit qu'il n'y avait pas eu de solidarité internationale pour aider le Liban après quinze années de guerre. Maintenant, avec Paris II et avec tous vos efforts, est-ce qu'il y a une vraie solidarité internationale pour aider le Liban, c'est-à-dire, est-ce qu'il y a une décision politique stratégique internationale pour aider le Liban ?

LE PRESIDENT - Ma réponse est oui. Je crois que, sur le plan international, on a pris conscience de deux choses. La première, je l'ai évoquée, c'est que la stabilité dans cette région suppose que chacun soit attentif aux risques qu'elle court et solidaire pour lutter contre les dangers. Et, dans cet esprit, il est légitime et naturel qu'il y ait une solidarité avec le Liban. Le deuxième point, je dirais, est encore plus important, pour la plupart des pays et notamment ceux qui n'appartiennent pas à cette région. C'est qu'il y a aujourd'hui un sentiment fort de confiance dans le gouvernement libanais. Ce sentiment s'est construit au fil des années, en observant. Une chose sont les discours, une autre chose sont les réalités. C'est ce que disaient tout à l'heure Jean CHRETIEN ainsi que la Commission européenne.

L'ensemble de la communauté internationale, pour laquelle la confiance c'est très important, a aujourd'hui confiance dans le gouvernement libanais de M. HARIRI, simplement parce que les mesures qu'il a prises sont adaptées à la situation, intelligentes, et qu'elles seront efficaces, et qu'il n'y en a pas d'autres. Et, par conséquent, il est légitime qu'il y ait une aide. Donc, je le répète, oui, la solidarité internationale, aujourd'hui, compte tenu de la situation dans la région et compte tenu de la confiance qui est faite à l'actuel gouvernement libanais, cette solidarité aujourd'hui existe.

QUESTION - Monsieur CHRETIEN, vous êtes présent ici, à côté du ministre des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite. Avez-vous soulevé la question, ou avez-vous l'intention de le faire, concernant William SIMPSON qui doit être décapité prochainement ? Et pouvez-vous nous dire si le Royaume d'Arabie Saoudite va mener cette sentence jusqu'au bout ? Qu'en est-il ?

M. JEAN CHRETIEN - Je n'ai pas parlé de cette question à l'occasion de cette réunion. Mais vous pouvez poser la question au ministre des Affaires étrangères. Mais je tiens à mentionner une autre chose, par ailleurs, dans le cadre de la Francophonie. Comme vous le savez, le Canada est l'un des participants les plus importants à la Francophonie et Beyrouth était le siège de la réunion de la Francophonie cette année. Alors, comme pays participant, nous avons été bien impressionnés par ce que nous avons vu à Beyrouth. Et c'est la première fois que, par l'intermédiaire de cette Organisation qui est très chère au Canada, la Francophonie, nous pouvons aider un autre pays qui est membre de la Francophonie et c'était un élément additionnel que j'avais oublié de mentionner dans mon propos tout à l'heure.

LE PRINCE SAOUD - Je tiens à vous remercier de cette contribution tout à fait positive, concernant ces efforts afin de favoriser la compréhension de nos peuples. Ce que je puis vous dire, c'est que nous n'en avons pas parlé ici. Mais nous entretenons des pourparlers réguliers avec le gouvernement canadien. Le gouvernement du Premier ministre a toujours voulu défendre les intérêts des citoyens canadiens en Arabie Saoudite et les Canadiens ont toujours fait tout leur possible pour régler ce point entre deux pays qui sont des amis et pour essayer de faire avancer les choses dans un cadre tout à fait amical.

QUESTION - Monsieur CHRETIEN, vous avez souligné la réunion de la Francophonie, récemment. Au Sommet de la francophonie, on a mis l'accent sur le respect des droits de la personne et, le lendemain du Sommet, tombait la décision de fermer la principale chaîne de télévision de l'opposition, la seule qui diffuse en langue française au Liban. Est-ce que cela a joué dans votre décision aujourd'hui de contribuer à davantage d'argent au Liban ?

M. JEAN CHRETIEN - Je n'ai pas soulevé ce problème-là avec le Premier ministre du Liban. C'est une question, aujourd'hui, de finances que nous discutons avec un pays ami et membre de la Francophonie. Les problèmes intérieurs n'ont pas été soulevés.

QUESTION - Monsieur le Président CHIRAC, on dit jamais deux sans trois. Est-ce qu'un Paris III

est envisageable et est-ce qu'il serait lié aux résultats qu'on fait de Paris II ?

LE PRESIDENT - Paris II est un pas important dans la bonne direction. La mise en oeuvre des mesures de Paris II, en appui à la politique menée par le gouvernement de Monsieur HARIRI, devrait donner des résultats positifs. Naturellement, comme tous les résultats, ils seront plus ou moins positifs. Ils seront très positifs. Mais il faudra probablement à nouveau juger et peut-être adapter la solidarité internationale. Donc, nous n'avons pas encore pris de décision mais, pour ma part, je serais plutôt favorable à ce que, je ne sais pas exactement quand, dans six mois, dans neuf mois, nous puissions avoir une nouvelle réunion qui nous permette de voir où en sont les choses et de voir quels sont les réglages qui doivent être apportés à cette solidarité internationale qui doit jouer. Nous n'avons pas pris cette décision, aujourd'hui. Mais, moi, j'y suis favorable. Je crois que c'est utile.

QUESTION - Monsieur CHIRAC, pouvez-vous nous dire dans quelles mesures vos efforts se concentrent pour essayer de renforcer la stabilité, pour faire en sorte que le Liban ne tombe pas dans les problèmes que connaît le Moyen Orient à l'heure actuelle, notamment dans le cadre d'une possibilité d'un conflit avec l'Iraq ? Est-ce qu'il est très important, à vos yeux, de faire en sorte que le Liban soit maintenu à l'écart de la situation qui se détériore très fortement au Moyen Orient, notamment dans le cadre du conflit entre les Palestiniens et les Israéliens ?

Monsieur HARIRI, quel est le message que vous souhaitez faire passer ici ? Vous avez parlé de plus de 4 milliards d'euros. Vous allez devoir travailler d'arrache-pied puisque les attentes sont énormes à votre endroit.

M. RAFIC HARIRI - Le message que cette Conférence envoie au Liban et au monde entier, c'est que le Liban n'est pas seul. C'est un pays qui compte bon nombre d'amis de par le monde et, lorsque nous travaillons bien, eh bien, à ce moment là, les gens apprécient et à ce moment là les autres pays acceptent de nous prêter de l'argent et de travailler avec nous main dans la main. C'est précisément ce qu'ils ont fait et j'apprécie grandement les efforts consentis par tous ceux qui ont participé à cette Conférence.

Nous nous engageons à poursuivre nos réformes. Nous nous engageons à garantir la stabilité et la paix dans la région et à mettre en oeuvre le programme qui a été adopté par le gouvernement et par le Parlement libanais. Par ailleurs, nous voulons essayer de trouver un accord avec le FMI afin que d'autres participants soient en mesure, soit d'augmenter leur participation, soit d'aider directement le Liban dans le cadre de son programme de réformes.

Il s'agit d'un message fort qui a été envoyé par la communauté internationale et qui dit que, lorsque le Liban fait ce qu'il convient de faire, eh bien, à ce moment là, ce pays est soutenu par la communauté internationale. Il s'agit de quelque chose qui est réconfortant, c'est ce que l'on a entendu dire en Europe et sur toute la scène internationale, par le Canada et la Malaisie, entre autres. Mais c'est aussi ce que nous a dit le monde arabe qui est représenté ici par le Royaume d'Arabie saoudite.

QUESTION - Monsieur CHRETIEN, vous êtes vivement critiqué, aujourd'hui, dans les médias américains pour ne pas avoir licencié votre directeur de la communication. Est-ce que vous pensez que....

LE PRESIDENT - ... Monsieur, vous êtes ici en France, pour une réunion sur les relations entre la communauté internationale et le Liban et non pas au Canada pour parler des problèmes internes du Canada. Je vous remercie.

QUESTION - Monsieur le Premier ministre libanais, est-ce que vous êtes content et heureux de cette somme ? Qu'est-ce que vous répondez aux Libanais ? Certains ont dit que ce n'est pas une bonne solution, que cela ne va pas régler les problèmes internes des Libanais, Paris II. Ils ne sont pas cent pour cent en accord avec votre approche. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

Monsieur le Président de la République française, vous n'avez pas répondu à ma collègue qui voulait savoir quel symbole fort représente le fait qu'au moment où les Américains préparent une attaque contre un pays arabe, voilà la France qui se mobilise pour aider un pays arabe ?

LE PRESIDENT - Il est légitime que la France se mobilise pour une bonne cause et notamment pour celle de la stabilité et de la paix, notamment quand cela concerne ses amis. Et, parmi ses

amis, au premier rang, il y a le Liban. Alors, cela justifie notre position. Mais c'est au Premier ministre du Liban de répondre aussi.

M. RAFIC HARIRI - Vous savez qu'au Liban, nous sommes un pays démocratique où il y a des gens qui aiment ce que l'on fait, où il y en a d'autres qui ne l'aiment pas. Mais il y a un consensus dans le pays, même de l'opposition, qui considère que l'effort de Paris II et le résultat que nous avons eu maintenant vont être bien reçus par tout le monde, sans exception.

Mais est-ce que la Conférence de Paris II règlera le problème ? On n'a jamais dit cela. Nous avons dit que se réunir à Paris, sous le nom de Paris II, avec le soutien de la France et du Président CHIRAC, en particulier, cela va rendre notre réforme économique possible. Sans cela, c'est pratiquement très difficile, sinon impossible.

Nous avons déjà dit à Paris I que le Liban est prêt à tout faire pour faire les réformes économiques. Mais je suis certain que l'on ne peut pas réussir seul. Nous avons besoin du soutien de la communauté internationale. La communauté internationale, en février 2001, a dit : oui, travaillez et on verra. Et nous sommes ici. Nous nous étions engagés, et le résultat, c'est aujourd'hui. Comme le Président l'a dit, c'est peut-être après quelques mois que l'on va réétudier la situation et voir où nous sommes. Est-ce qu'on peut améliorer la situation par plus de contributions de nos amis dans le monde entier ? Certainement. Il y a des pays qui ont déjà payé énormément, comme l'Arabie saoudite et d'autres pays. Il y en a d'autres qui ont dit dans la Conférence qu'ils payaient maintenant et qu'ils seraient prêts à payer plus s'il y a un accord avec le FMI. Et il y en a d'autres qui ont dit qu'ils n'allaient pas payer maintenant mais qu'ils étaient prêts à payer si on avait un accord avec le FMI. C'est la situation.

Je suis vraiment fier des résultats, du travail qui a été fait par les Libanais, par l'équipe qui a bien travaillé, et du soutien de la classe politique et, en particulier, du Président de la République et du Parlement, et de M. BERRI, le Président du Parlement, aussi.

QUESTION - Pour le Président Jacques CHIRAC. Je reviens sur un sujet qui a déjà été abordé. Vous parlez, depuis le début de cette Conférence, de stabilité dans la région moyen-orientale. On est dans le Liban avec une mobilisation importante. On a vu aussi les efforts de la France à l'ONU pour essayer de ralentir l'enthousiasme américain, façon de parler bien sûr, dans son action militaire contre l'Iraq. J'ai envie de vous poser la question : est-ce que cette solidarité que l'on voit autour du Liban n'est pas d'une certaine manière remplir un vase que l'on va vider s'il y a une intervention militaire en Iraq ? Est-ce que ce n'est pas un effort un peu vain, finalement ?

LE PRESIDENT - Je comprends parfaitement le sens de votre question. Je souhaite simplement qu'elle ne soit pas fondée. Vous avez raison, il est évident que, hélas, s'il devait y avoir une guerre, les efforts seraient vains partout. C'est toujours comme ça. Mais on ne peut pas agir avec la perspective d'avoir des guerres ou des destructions massives, il faut agir avec l'espoir que l'on arrivera à imposer la paix, la stabilité, le développement. Voilà ! Et c'est ce que nous faisons avec le Liban, nous parions sur l'avenir parce que le Liban en a besoin, parce que c'est un peuple qui a souffert et qui mérite la solidarité internationale et parce que, indiscutablement, il y a aujourd'hui un gouvernement qui conduit une politique qui, sur le plan international, est reconnue comme la seule politique possible si l'on veut défendre, si l'on veut assumer l'intérêt du Liban et des Libanais.

QUESTION - Monsieur le Président, vous vous êtes réunis aujourd'hui pour le Liban mais, en supposant que l'Iraq soit la cible d'une agression américaine, est-ce que l'on peut envisager une conférence semblable pour reconstruire l'Iraq et pour régler les problèmes de réfugiés qui pourraient en découler dans les pays voisins ? Est-ce que l'on peut envisager cela ?

LE PRESIDENT - J'espère, cher Monsieur, que tout le monde a bien conscience que la guerre est toujours la pire des solutions et qu'elle ne sert jamais l'intérêt de personne. Alors, dans l'état actuel des choses, il y a une chose claire, c'est que les autorités irakiennes doivent bien comprendre qu'elles ne peuvent plus rester dans une situation où il y a un doute sur leur possession d'armes de destruction massive. Donc, il est essentiel et indispensable qu'elles acceptent les contrôles nécessaires. Ce que je souhaite, c'est que ces contrôles fassent apparaître qu'il n'y a pas d'armes de destruction massive ou que, s'il y a des armes de destruction massive, elles sont détruites. A partir de là, il n'y aura plus de raison de faire la guerre. Mais je

elles sont détruites. A partir de là, j'espère qu'il n'y aura plus de raison de faire la guerre. Moi, je suis plutôt optimiste de nature, donc c'est sur cette idée que je me fonde et c'est en fonction de cela que, par ailleurs, je souhaite aider au développement de la région en général et du Liban en particulier.

Je vous remercie.